



## LE COMPOP SE MET EN MODE « URGENCE D'OCCUPER »

Le 8 décembre 2020, le Comité populaire Saint-Jean Baptiste (Compop) a lancé sa campagne d'actions locales pour des terrains qui répondent à une mixité de besoins dans le faubourg. [...]

PAGE 6

**GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE  
AU HILTON QUÉBEC**

PAGE 5

**SUGGESTION DE LECTURE :  
LE 2E CORPS DE KAREN MESSING**

PAGE 11

**LOGEMENTS ABORDABLES :  
C'EST QUOI LE PROBLÈME ?**

PAGE 3



## Problèmes de logement ?

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste  
418-522-0454

# L' INFOBOURG



Journal de quartier publié à 6 500 exemplaires, cinq fois par an depuis 1990, L'Infobourg est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles sont des espaces de parole pour les auteur-ric-e-s, et sont portés par un souci d'inclusivité. Diverses techniques d'écriture inclusive y sont valorisées.

Écrivez-nous, passez nous voir!

## Comité de rédaction pour ce numéro

Fabien Abitbol, Vincent Baillargeon, Agathe Légaré, Laurent Lévesque, Andrée O'Neill

## Ont aussi contribué

Yvon Boisclair, Marie-Ève Duchesne, Alexandra Henriques, Pascaline Lamare, Hélène Matte, Vania Wright-Larin

## Mots croisés

Agathe Légaré

## Graphisme

Anne-Christine Guy

## Correction

Catherine Duchesneau

## Photographie

Toutes les photos proviennent du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, sauf avis contraire.

## Publicité

Marie-Ève Duchesne (418-522-0454)

## Coordonnées

780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 5B9  
418-522-0454  
www.compop.net  
comite.populaire@videotron.ca

Veillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : [compop.net/polinfo](http://compop.net/polinfo).

La publicité est la principale source de revenus de L'Infobourg. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centraide et par des activités d'autofinancement.

Deviens membre du Compop !  
En ligne : [www.compop.net](http://www.compop.net)  
En personne : 780, Sainte-Clair  
5\$ par année

LE COMITÉ POPULAIRE  
SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST :

**Un journal de quartier, l'Infobourg**



En ligne: [compop.net](http://compop.net) / En Personne: 780, rue Sainte-Claire  
5\$ par année

## POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE ET SOCIALE, MAINTENANT



Des centaines de personnes ont manifesté dans le Vieux-Québec en même temps que la vingt-sixième conférence des Nations Unies (COP26).

**(La rédaction)** Des groupes communautaires, environnementaux, féministes, étudiants et syndicaux de la région ont uni leurs voix et ont manifesté le 6 novembre dernier. Quelques centaines de personnes s'étaient donné rendez-vous à la place d'Youville pour par la suite déambuler dans les rues du Vieux-Québec pour terminer le tout devant l'Assemblée nationale.

Dans le cadre de cette manifestation, qui se tenait en même temps que la vingt-sixième conférence des Nations Unies (COP26) pour le climat, les groupes organisateurs dénonçaient le manque d'ambition climatique du Canada et du Québec. Pour eux, la COP26 est certainement la conférence des parties sur le climat la plus inégalitaire à laquelle on a assisté jusqu'à présent tandis que beaucoup de délégations des pays du Sud n'ont pu accéder aux espaces de négociation à cause de l'inégalité d'accès aux vaccins contre la COVID-19. Pour les personnes présentes, cet état de fait ne vient qu'accentuer une injustice déjà au cœur de la crise climatique, celle concernant la vulnérabilité des populations les plus marginalisées, ici comme ailleurs, face à une crise dont ils sont pourtant les moins responsables.

Selon Anne-Valérie Lemieux-Breton, porte-parole du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale, « Tant que le capitalisme, le patriarcat, le colonialisme seront défendus par les dirigeants qui se

rencontrent actuellement à la COP26, nous ne pourrons éviter de frapper un mur, de voir les inégalités entre les femmes et les hommes se creuser et les droits des personnes les plus vulnérables être bafoués ».

Différent-e-s représentant-e-s des groupes organisateurs\* ont animé la manifestation avec des discours enflammés sur l'importance du filet social et du lien avec la justice climatique. C'est d'ailleurs en ces termes que Selma Lavoie, d'Action-Chômage, Québec s'est adressée à la foule présente: « On ne réalise pas encore pleinement la précarité dans laquelle la crise climatique va placer les personnes vulnérables, mais également la classe moyenne. On se pense encore à l'abri, mais c'est un leurre. Les gens qui viennent chercher de l'aide auprès des organismes communautaires sont déjà plongés dans une grande précarité. Les conséquences des changements climatiques vont émerger dans tous les domaines et les frapper encore plus fort que la crise sanitaire. »

\*Les groupes organisateurs étaient les suivants: le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12), Nature Québec, le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN), Action Chômage Québec, La planète s'invite à l'Université et la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES).



**LE CRAC  
ALIMENTS SAINS**

**LA CAROTTE JOYEUSE**

690, rue St-Jean  
Québec (Québec) G1R 1P8  
Tél: 418-647-6881  
Fax: 418-647-3953  
Courriel: [info@lecrac.com](mailto:info@lecrac.com)

## LE LOGEMENT SOCIAL COMME REMÈDE À L'ABORDABLE

Par Laurent Lévesque

C'est le nouvel adjectif de l'heure, abordable. On le trouve après le mot logement dans les discours des politicien-ne-s qui doivent au moins tenter de faire semblant de s'activer face à la crise du logement. Ce mot, abordable, il peut sonner comme une bonne nouvelle pour les dizaines de milliers de personnes mal-logées à travers le pays. Cependant, le diable est dans les détails.



Manifestation à Québec le 22 novembre 2018.

Ces annonces de logement abordable sont des fumisteries, comme le dénonçait le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) dans ses revendications envers les candidat-e-s aux élections municipales. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'une des seules réglementations qui balisent présentement le logement abordable est émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Dans un mémoire\* présenté dans le cadre des consultations pré-budgétaires fédérales de 2021, le FRAPRU démontre les problèmes de ce système. En surface, le gouvernement fédéral semble proactif pour régler la crise du logement en faisant valser les milliards à travers sa société immobilière pour encourager les promoteurs à construire des logements abordables. C'est d'ailleurs un point majeur de sa Stratégie canadienne pour le logement (SCL). Ces milliards viennent sous forme de prêts à faible intérêt, souvent moins de 1 %, à des promoteurs privés. En contrepartie, les promoteurs doivent s'engager à garder une portion des logements de leur projet en dessous de 30 % du revenu médian de la ville concernée et 10 % du prix des logements du secteur pendant une période de 20 ans. Nous arrivons à 1877\$ à 2241\$ par mois à Montréal. C'est donc le prix auquel le promoteur doit s'engager à louer ses logements durant une période de dix ans afin de recevoir des millions en prêts à faible intérêt. À des prix pareils, nous sommes alors en droit de nous demander pour qui ces logements sont « abordables ». De plus, le FRAPRU dénonce le peu de mécanismes du gouvernement pour s'assurer que ces logements soient véritablement loués à ces prix durant les prochaines décennies.

### Logement social plutôt qu'abordable

En raison de ce détournement sémantique, s'opposer aux logements dits « abordables » est donc plutôt difficile sans une bonne dose de pédagogie, au moins aussi grande que le cynisme du fédéral dans ce dossier. Nous connaissons

la solution à la crise que traversent des millions de personnes au pays : le financement et la construction d'OSBL d'habitation, HLM et coops d'habitation. Il faut aussi que le fédéral s'engage à financer la rénovation des unités déjà en place, notamment dans les HLM. Rappelons que près de 10 % des unités en HLM sont en mauvais état, au point d'être placardés justement en grande partie à cause du manque de fonds du gouvernement fédéral.

Ces solutions freineront la flambée des prix et apaiseront la rareté des logements, surtout pour des personnes ayant des besoins particuliers comme les familles, les personnes racisées, des personnes en situation de handicap ou les personnes à faible revenu qui peinent particulièrement à se loger dans des conditions dignes. Le FRAPRU réclame au fédéral en ce sens « 3 milliards de dollars par année pour financer le développement de nouveaux logements sociaux et toutes les sommes requises pour remettre en état les logements sociaux construits avant 1994 et maintenir les subventions au loyer des ménages à faible revenu qui y habitent\*\* ». Continuons le combat pour le droit au logement et pour la construction de logements sociaux qui répondent à nos besoins dans nos quartiers

\*Mémoire du Front d'action populaire en réaménagement urbain présenté dans le cadre des consultations pré-budgétaires fédérales 2021 déposé le 18 février 2021 [https://www.frapru.qc.ca/wpcontent/uploads/2021/02/MemoirePre%CC%81Budget-Fed\\_2021.pdf](https://www.frapru.qc.ca/wpcontent/uploads/2021/02/MemoirePre%CC%81Budget-Fed_2021.pdf)

\*\* « Ottawa doit investir plus et mieux dans le logement ! », FRAPRU, <https://www.frapru.qc.ca/ottawa/>

## DAVANTAGE DE SÉCURITÉ AUX ABORDS DE L'ÉCOLE

Par le conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste



En un mois, la Ville a suivi l'une des idées suggérées par le Conseil de quartier afin d'inciter les automobilistes à ralentir à l'approche de l'école.

Depuis juillet, les nouvelles limites de vitesse sont applicables dans notre arrondissement, et donc dans Saint-Jean-Baptiste.

Cependant, un problème majeur persistait rue Saint-Jean : face au Bonnet D'Âne, le panneau électrique affichait 30 aux heures scolaires et 50 le reste du temps. Devenu obsolète, il avait été débranché. La Ville attendait après Hydro-Québec pour qu'un autre panneau lumineux puisse être branché quelques mètres après la rue Sutherland.

La conséquence était que les automobilistes ne pouvaient pas deviner qu'ils entraient en zone scolaire et donc ne devaient pas dépasser les 30km/h.

Devant cette situation, le conseil de quartier a demandé à la Ville de Québec, lors de sa rencontre publique du 27 septembre, une solution d'urgence, d'autant que le panneau électrique avait été entre-temps rebranché et indiquait 50 aux heures d'école, alors que la rue Saint-Jean fait partie des quatre voies du quartier limitées à 40.

Cette anomalie a été rapidement corrigée, pour le bien des usagers et usagères les plus vulnérables.



### Le Vestiaire du Faubourg



Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste appuie de nombreuses initiatives communautaires comme Le Vestiaire du Faubourg, une friperie située au coeur du quartier Saint-Jean-Baptiste

**lundi au samedi de 12h à 16h.**

Avec le contexte sanitaire, horaire sujet à changement. Contactez-nous pour le vérifier.

780 rue Sainte-Claire | 418-522-0454




Annoncez-vous dans



# L' INFOBOURG

vu par plus de

# 5000

## LE TROISIÈME LIEN : TOUJOURS INUTILE

Par Laurent Lévesque

### Recul sur une sortie dans Saint-Roch

Nous pouvons nous réjouir quelque peu dans le dossier du troisième lien. Le gouvernement Legault, face à la pression populaire, recule avec son projet de sortie autoroutière dans Saint-Roch. Rappelons que cette partie du mégaprojet aurait rajouté une sortie d'autoroute de plus dans le secteur. Celles qui s'y trouvent actuellement sont des vestiges d'un autre mégaprojet du milieu du siècle. Ces structures de béton défigurent déjà le quartier et la ville de Québec. Elles sont la conséquence d'une vision autoroutière de la ville datant des années soixante qui devait se solder par la construction d'un tunnel dans le Cap-Diamant et qui fût finalement abandonnée.

C'est ce genre de projet qui cause maintenant l'indignation des résident-e-s de villes partout dans le monde où les centres-villes ont été défigurés par cet urbanisme basé sur l'automobile. On peut constater que plusieurs villes transforment maintenant ces autoroutes en boulevards urbains ou les enfouissent. Des projets qui coûtent des milliards de dollars pour réparer les erreurs du passé.

Ce sont des quartiers entiers qui sont rasés lors de l'érection de ces autoroutes chassant la population vers les périphéries et amplifiant la demande pour la voiture individuelle. Les citoyen-ne-s de Saint-Roch, déjà aux prises avec une

lourde circulation automobile dans leur quartier, ne verront donc pas s'ajouter des milliers de véhicules

qui se déverseraient de cette plaie en plein le centre-ville. Cependant, le même problème sera vécu par les résident-e-s de Maizerets, Limoilou et Lairet qui verront la sortie du tunnel déboucher à proximité de leur quartier dans le secteur Expocité. Des secteurs déjà cernés de boulevards et d'autoroutes.

# NON AU TROISIÈME LIEN

Visuel : Campagne Non au troisième lien.

### Mépris des ministres et du gouvernement par rapport à l'avis des expert-e-s

Les ministres chargés de défendre le projet sont devenus maîtres dans l'art de mépriser l'avis de la communauté scientifique. Le ministre des Transports du Québec, François Bonnardel, va même jusqu'à accuser les scientifiques en désaccord avec le projet de mentir à la population tandis que le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Benoît Charette, affirme qu'aucune étude environnementale ne fera changer d'avis sur le dossier. Propos d'autant plus révoltants qu'il s'apprêtait à partir pour la Cop26 à Glasgow. Face à des ministres et un gouvernement qui refusent d'entendre l'avis des expert-e-s, la population devra faire entendre son refus face à ce projet de 10 milliards de dollars.

### Non au troisième lien !

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste se joint officiellement à la coalition Non au troisième lien! composée de groupes environnementaux et communautaires qui s'opposent à la construction du projet. Leur site internet documente son historique et ses conséquences. On y trouve aussi une pétition en ligne\*.

\*<https://www.nonautroisiemelien.quebec/>

## TRAVAUX À LUCIEN-BORNE

Par Laurent Lévesque

Les futurs étudiant-e-s et les enseignant-e-s de l'école secondaire Joseph-François-Perrault ont de quoi se réjouir, le gouvernement du Québec a annoncé un agrandissement substantiel de l'établissement comprenant une nouvelle cafétéria, un nouveau gymnase, de nouvelles salles de classe et une place publique en face de l'école. Les travaux devraient se dérouler dans un délai de 24 mois.



Partie des travaux en arrière de l'école secondaire Joseph-François-Perrault.

### Problèmes d'accessibilité, défiguration du parc et perte de services

Cependant, c'est le parc Lucien-Borne et l'accès au centre communautaire par l'ouest qui écopent de ces bonnes nouvelles. Les travaux compliquent en effet énormément l'accès par la rue Sherbrooke, où une piste composée de passerelles de bois à travers les travaux a été aménagée. Par contre, le parcours est accidenté et très difficile d'accès pour les personnes à mobilité réduite. Les alternatives ne sont pas plus évidentes considérant les pentes abruptes de Sherbrooke et Salaberry. De plus, le stationnement étant inaccessible, un autre endroit a été dédié aux voitures, le parc Lucien-Borne en aval du centre. C'est donc une perte de jouissance pour les habitant-e-s du quartier Saint-Jean-Baptiste et Montcalm qui utilisent cette partie du parc pour des activités sportives autant sur des terrains aménagés, comme pour le volleyball, que pour le terrain vague anciennement gazonné. Nous savons que ces aménagements temporaires sont parfois nécessaires, notamment pour les employé-e-s de l'école. Cependant, lors de la réfection de la rue Cartier, le même espace avait été utilisé pour entreposer la machinerie lourde et auparavant, le parc a aussi été affecté par des travaux de canalisation. Cela fait donc plusieurs projets qui ont affecté le parc durant les dernières années. Considérant le peu d'alternatives au niveau des parcs dans le quartier, la Ville devrait trouver d'autres endroits lorsque cela est possible et ne pas utiliser nos parcs comme des stationnements. Des solutions devraient aussi être envisagées dans le dossier de l'accessibilité des services comme le centre communautaire Lucien-Borne et les activités des Loisirs du Faubourg surtout en cette sortie de pandémie où ces services sont criants afin de briser l'isolement vécu par certaines personnes dans notre quartier.



LE COMITÉ POPULAIRE  
SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST

Des actions concrètes pour défendre nos  
intérêts et nos droits !



Anne-Renée Durocher et Jean-Philippe Courtemanche

# L'inter Marché Saint-Jean

Ouvert tous les jours, de 8 h à 21 h

418-522-4889  
850, rue Saint-Jean

## ÉLECTION MUNICIPALE : UN TOUR D'HORIZON DES RÉSULTATS ET DES DÉFIS

Par Vincent Baillargeon

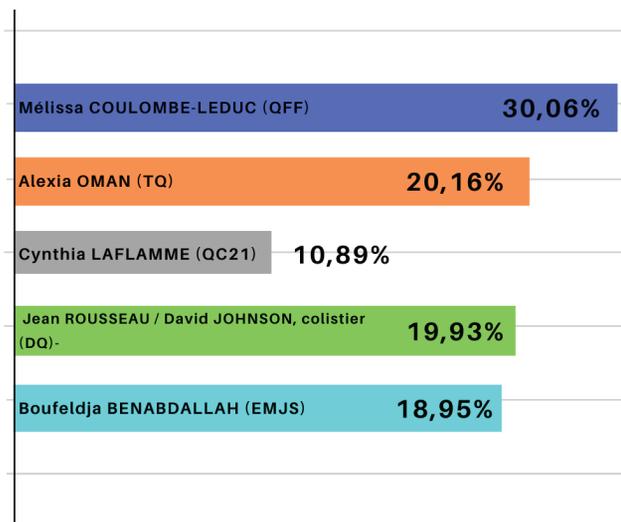
Les électeurs et électrices de la ville de Québec, comme ceux et celles des autres municipalités, se sont prononcé-e-s le 7 novembre dernier à l'occasion de la dernière élection municipale. Pour notre ville, les résultats finaux certifient que M. Bruno Marchand, chef de Québec forte et fière (QFF) a été élu au poste de maire, après une longue soirée, avec 32,32% des votes. Il a donc devancé Marie-Josée Savard, dauphine de Régis Labeaume, qui a obtenu 31,92%.

M. Marchand pourra compter sur l'appui de six conseiller et conseillères de son équipe, dont Mélissa Coulombe-Leduc, élue dans le district du Cap-aux-Diamants. Équipe Marie-Josée Savard (qui devrait changer de nom sous peu) a fait élire dix personnes. Québec 21 – Équipe JF Gosselin (qui devrait aussi changer de nom sous peu) verra quatre personnes de son parti rejoindre le conseil municipal. Pour finir, Transition Québec (qui devrait garder son nom) verra sa cheffe, Jackie Smith, représenter le district de Limoilou.

Le taux de participation global à l'élection municipale est de 45,19%. Rappelons que les taux de participation aux élections de 2013 et de 2017 étaient respectivement de 54,9% et 50,86%. Notons que le taux de participation dans le district du Cap-aux-Diamants pour 2021 est de 52,62%.

### Résultats dans le district du Cap-aux-Diamants

Source : Ville de Québec



### Défis à venir

La joute politique ne s'annonce pas des plus faciles pour le jeune parti politique (rappelons que QFF avait reçu l'autorisation officielle d'Élections Québec le 26 mars 2021). En effet, ce nouveau joueur est loin de détenir la majorité au conseil.

Le nouveau maire va devoir trouver le juste équilibre avec les conseillers et conseillères des différentes oppositions pour faire avancer les dossiers municipaux. M. Marchand et son équipe devront naviguer avec plusieurs sujets polémiques dans la région tels que le troisième lien, le Réseau structurant de transport en commun et les inégalités sociales.

De plus, un second défi s'annonce de taille: celui de la cohésion avec les autres grandes municipalités. Valérie Plante, mairesse de Montréal, est la seule personne réélue dans les cinq plus grandes villes du Québec. Laval, Gatineau, Québec et Longueuil ont vu porter à leur tête un nouveau maire ou une nouvelle mairesse. Par le passé, plusieurs de ces villes ont fait front commun sur différents sujets, pensons notamment au financement du logement social, face au provincial et au fédéral. Sera-t-il possible d'avoir une vision commune et des revendications semblables au sujet de la transition écologique, du développement du Québec, de la fiscalité municipale, etc.? L'avenir nous le dira, mais espérons simplement que ces discussions entre les villes vont avoir lieu et être fructueuses pour ainsi faire face à la Coalition Avenir Québec et au Parti Libéral du Canada.

Au niveau plus micro, QFF devra naviguer entre ses multiples promesses faites durant la campagne. Une lourde commande attend la nouvelle administration: conditions de vie des aîné-e-s, sécurité routière, mobilité durable, inclusion et diversité, inégalités sociales, pénurie de main-d'œuvre, relance post-Covid sont autant de sujets mentionnés durant les derniers mois et sur lesquels il est important de se pencher. Reste à voir quels enjeux seront prioritaires ou seront envoyés aux calendes grecques.

## GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE AU HILTON QUÉBEC

(La rédaction) Vous les avez peut-être aperçu-e-s sur le boulevard René-Lévesque ou vous les avez peut-être entendu-e-s au loin? Les employé-e-s du Hilton Québec sont bel et bien en grève générale illimitée, et ce, depuis le 7 septembre dernier\*.



Ligne de piquetage des employé-e-s en grève du Hilton.

Pourtant, des règlements négociés sont intervenus dans onze autres hôtels, dont leur voisin immédiat, le Delta Québec, sur la base de la plate-forme commune que les syndicats se sont donnée. En plus des mêmes augmentations de salaire pour tous et toutes, environ 8% sur quatre ans, les travailleuses et les travailleurs de l'industrie veulent notamment protéger leur lien d'emploi. De son côté, le Hilton Québec propose plutôt d'imposer des reculs aux conditions de travail.

Pour la présidente du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Hilton Québec (CSN), Louise Jobin, il n'est pas question de lâcher: « Nos membres gardent le moral grâce à l'appui de la CSN et des autres syndicats. On refuse de voir nos conditions de travail reculer, surtout que plusieurs autres hôteliers se sont entendus avec leurs employé-e-s. On le sait que c'est possible d'y arriver. »

«La façon dont se comporte cet employeur qui veut faire reculer les conditions de travail en pleine pénurie de main-d'œuvre, alors même qu'il vient de réaliser des rénovations majeures, est inacceptable. Les travailleuses et les travailleurs ont décidé de se mobiliser et de faire preuve de solidarité. Nous allons les soutenir jusqu'au bout », a déclaré Barbara Poirier, présidente du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches (CSN), qui souligne qu'une entente est toujours possible.

### Un mur de la honte est érigé

Le 4 novembre dernier, le Hilton Québec a poussé l'odieux jusqu'à ériger un mur servant clairement à imposer aux grévistes un accès plus limité aux portes de l'hôtel et aux client-e-s. Un mur démontrant l'étendue de la mauvaise foi de l'employeur dans ses négociations.

Qu'à cela ne tienne, la solidarité continue bel et bien de se faire sentir chez les grévistes. N'hésitez pas à passer les voir, à leur exprimer votre solidarité ou même à faire un don (si vous le pouvez financièrement). Vous pouvez faire parvenir votre chèque au nom du STT de Hilton Québec (CSN) et l'envoyer au 155, boulevard Charest Est, bureau 200, Québec (Québec), G1K 3G6.

En attendant, on souhaite que la lutte menée par les travailleurs et travailleuses du Hilton Québec se solde par une victoire pour les employé-e-s. Solidarité!

\*Au moment de mettre sous presse, les employé-e-s étaient toujours en grève.

Ouvert des 10h les 25 et 26 décembre + les 1er et 2 janvier pour un déjeuner de Chats-Nous!

(2428)  
 Réserver 418 647.CHAT  
 795 rue St-Olivier  
 Québec (Qc)  
 G1R 1H4  
 (coin St-Augustin)  
 Ancienne épicerie  
**ORANGE**

Est. 1846  
 Maison de SJB

facebook/cafefelinchatsnouscatcafe

## L'ÉCHAFAUDAGE DU RACISME

Par Alexandra Henriques

Le racisme, quoi dire encore quand on a déjà tout dit? Mais personne n'écoute. Alors on recommence. Tout d'abord, il n'y a pas de races. Tous les humains appartiennent à une seule espèce, c'est de la biologie de base. Les différences de peau sont aussi superficielles que la couleur des yeux ou des cheveux.

Pourtant, depuis des centaines d'années, le racisme –une distinction, exclusion, restriction, ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'héritage, ou l'origine ethnique– est une plaie ouverte sur les sociétés. Le racisme a énormément facilité l'impérialisme et le colonialisme à partir du 15<sup>e</sup> siècle. Ou est-ce que c'est l'impérialisme et le colonialisme qui ont engendré le racisme? Il ne faut jamais sous-estimer la puissance du gain et du pouvoir.

On trouve beaucoup de racisme chez les bénéficiaires des processus de colonisation, que ce soit sur leurs propres terres, ou sur les terres qu'on a colonisées et qu'on occupe encore, comme l'a noté la cinéaste maori Merata Mita et sa caméra témoin des luttes antiracisme en Nouvelle-Zélande. Il n'a pas suffi de voler les ressources, de voler les autochtones, de voler les terres, on va créer des barrières à leur intégration chez nous en éducation, en emploi –le racisme systémique. Un participant à l'indignation étudiante face au racisme à l'université Sir George Williams à Montréal, en 1968, dit que les suppositions de l'esclavage sont devenues institutionnalisées, en tant qu'être humain on est si dévalorisé qu'on n'a pas l'opportunité de les corriger (Voir *Ninth Floor* de Mina Shum).

Il suffit de comparer *Incident à Restigouche* (Alanis Obomsawin) avec *Bastion Point* (Merata Mita). Il suffit de comparer la situation des peuples autochtones du Groenland au Québec à l'Australie. Où seraient cette soi-disant « civilisation », et les élites de la classe dirigeante blanche de l'Europe et des Amériques sans les gains de la colonisation, la main d'œuvre gratuite de l'esclavage, et cet immobilier qu'on vend avec bénéfice?

Au Canada, depuis toujours les Autochtones et les Noirs sont les deux groupes avec le revenu le plus bas dans tout le pays – 28 % de moins à présent. La population est complice de tout ceci parce qu'on est encore bénéficiaires de la colonisation. Apparemment, ça prend trop d'effort de tout débrouiller, tout comprendre, et de faire un effort de séparer sa vie au moins un peu des gains de la souffrance d'autrui. Tout le Canada est encore, comme on dit en anglais, *living off the avails of colonisation*, et pas le moins les entreprises minières, pétrolières, et forestières. Mais si ces peuples sont à dédaigner, pourquoi la ruée vers l'art africain et autochtone, jusqu'à ce que les musées refusent encore souvent de retourner les articles volés?

Il devrait juste suffire de lire la loi sur les Indiens de 1876 pour nous réveiller. À commencer par le mot « indien »! C'est incroyable de lire que c'est un peuple étranger qui a le pouvoir de dire qui est « indien » et qui ne l'est pas, qui a le pouvoir de dire au, XXI<sup>e</sup> siècle, que si une femme autochtone épouse un homme qui n'est pas autochtone, elle n'a plus de droits autochtones ! Elle est où, votre indignation?



Deviens membre du Compop !  
En ligne : [www.compop.net](http://www.compop.net)  
En personne : 780, Sainte-Claire  
\$5 par année

LE COMITÉ POPULAIRE SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST :

Des activités sociales et culturelles pour les gens du quartier !



## URGENCE D'OCCUPER !

CAMPAGNE D'ACTIONS LOCALES  
POUR DES TERRAINS QUI RÉPONDENT À NOS BESOINS

### LE COMPOP SE MET EN MODE « URGENCE D'OCCUPER »

Par Marie-Ève Duchesne

Le 8 décembre 2020, le Comité populaire Saint-Jean Baptiste (Compop) a lancé sa campagne d'actions locales pour des terrains qui répondent à une mixité de besoins dans le faubourg. Ainsi, une dizaine de stationnements, de terrains vagues ou de bâtiments inutilisés sont revendiqués par le groupe. Le Compop prévoit une multitude d'actions sur des sites sous-utilisés dans le quartier et c'est sous le thème «Urgence d'occuper» que se dérouleront celles-ci.

#### Se réapproprier les espaces du quartier

L'objectif de la campagne menée par le Compop est de se réapproprier l'ensemble des espaces disponibles ou ayant des vocations moins essentielles pour mieux répondre aux besoins des résidents et des résidentes. Dans les besoins identifiés, on pense bien sûr au logement social. Selon les données du dernier recensement de 2016, le quartier Saint-Jean-Baptiste compte 36,6 % de ménages qui paient plus de 30 % de leurs revenus pour se loger. Pour 16,4 % de ces ménages, il s'agit de plus de 50 % de leurs revenus qui sont consacrés au logement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) nous apprenait également, en octobre 2020, que le loyer médian pour la Haute-Ville de Québec pour un 4 et demi était de 903\$ par mois. Finalement, très peu de logements sociaux se sont construits dans les dernières années: entre 2017 et 2020 seulement 594 logements sociaux ont été construits à Québec et aucun n'a été construit dans le quartier Saint-Jean-Baptiste depuis 2013.

Mais les besoins du quartier dépassent la question du logement social. Calculé à partir des photos satellitaires de 2020, l'indice de canopée de la ville de Québec, à l'intérieur du périmètre d'urbanisation, est de 31%. Celui du quartier Saint-Jean-Baptiste est le plus bas de la ville, avec seulement 13 %.

Le besoin de verdissement et de nouveaux espaces verts n'est donc plus à justifier avec une si faible canopée. Dans le même ordre d'idée, depuis plus de sept ans, le Compop revendique un jardin communautaire pour le quartier. Encore une fois, le besoin n'est plus à démontrer avec la présence d'un seul jardin communautaire dans la Haute-Ville de Québec (dans Montcalm) et dont l'attente pour y avoir accès est de plus de sept ans.

Finalement, d'autres besoins sont régulièrement exprimés par la population locale. Notons ici le besoin d'espaces communautaires accessibles et le manque flagrant de places dans les Centres de la petite enfance (CPE). D'autres besoins pourraient aussi voir le jour au fil du temps et le Compop souhaite également laisser de l'espace dans sa campagne pour de nouveaux besoins émergents.

#### Une campagne d'abord et avant tout politique

Lors du lancement de cette campagne, deux terrains ont été ciblés par l'action du Compop: l'un situé sur la rue Saint-Jean (face à la Tour Saint-Jean) et l'autre au coin des rues Saint-Olivier et Sutherland. D'autres actions sont prévues dans les prochaines semaines afin d'interpeller les différents paliers politiques. En effet, les revendications visent les trois paliers gouvernementaux afin que ceux-ci s'engagent à réserver les terrains déjà publics pour des projets visant à répondre aux besoins de la communauté ou qu'ils acquièrent les autres terrains actuellement privés pour en faire des projets 100 % collectifs.

Pour voir le matériel produit pour cette campagne et pour suivre les actions, vous pouvez visiter le site Internet du Compop: [www.compop.net/Urgencedoccuper](http://www.compop.net/Urgencedoccuper).

FAITES PLAISIR  
— ET —  
OFFREZ UN  
**DÉLIRE  
GUSTATIF**  
EN CADEAU!

Bon en toute occasion!



Erico

CHOCOLATERIE CRÉATIVE  
MUSÉE DU CHOCOLAT

634, RUE SAINT-JEAN, QUÉBEC  
418 524-2122 | ERICOCHOCOLATIER.COM

## DEUX ACTIONS DES GROUPES DE LOGEMENT CET AUTOMNE

Par Laurent Lévesque

Deux actions des groupes d'aide aux locataires se sont déroulées cet automne pour dénoncer les problèmes qui accablent les locataires de la ville de Québec.



Rassemblement face à l'Hôtel de Ville de Québec, le 1er novembre dernier.

### Dénoncer la gentrification de nos quartiers

La première action, organisée par le Bureau d'animation et information logement Québec Métropolitain (BAIL), le CLAQO (Comité logement d'aide de Québec ouest) et le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur (CCCQSS), se déroulait en Basse-Ville de Québec dans les quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur le 20 octobre. L'action prenait la forme d'une marche où des intervenant-e-s expliquaient certains cas sur lesquels ils et elles avaient travaillé dans la dernière année.

Ces deux quartiers du centre-ville de Québec subissent les effets de la gentrification depuis déjà plusieurs années. Ce phénomène affecte les locataires de ces quartiers, notamment les locataires à faible revenu ou en situation de précarité qui habitent leur logement depuis plusieurs années.

Les propriétaires, face aux prix qui montent en flèche ou la possibilité de transformer leur logement en hébergement touristique de type Airbnb, trouvent divers moyens d'expulser les locataires. Ces moyens peuvent prendre la forme d'une expulsion pour loger un-e membre de la

famille ou de la propriétaire ou sous le prétexte de travaux majeurs par exemple. Les locataires acceptent parfois des dédommagements ridicules, quittent face aux inconvénients vécus par les travaux et à la perte de jouissance des lieux qui en découlent ou abandonnent leur logement par peur d'un combat juridique.

Rappelons que, en théorie, la location de logements sous forme d'« hébergement touristique collaboratif » est interdite en dehors de sa résidence principale et ne peut excéder 90 jours par année. Si vous suspectez que cela se produit autour de vous, vous pouvez donc déposer une plainte anonyme à la Ville de Québec en appelant au 311 et au gouvernement du Québec en appelant au ministère du Revenu du Québec. N'hésitez pas à contacter le comité de défense des droits des locataires de votre quartier pour obtenir de l'information ou de l'aide dans vos démarches.

### « On veut des logis, pas des taudis! »

Un deuxième rassemblement a eu lieu face à l'hôtel de ville de Québec le 1er novembre. Cette fois, c'est l'insalubrité qui était visée par le BAIL. Le rassemblement visait les candidat-e-s à la mairie et au conseil municipal de Québec. Dans notre ville, il existe un règlement municipal sur la salubrité des bâtiments et des constructions, le règlement R.V.Q. 773. Malheureusement, ce règlement est peu connu des locataires et la Ville fait preuve d'une grande opacité dans l'accès à l'information par rapport à son application. Aussi, les amendes prévues ne sont pas assez importantes : de 1000\$ à 10000\$ pour une personne et de 2000\$ à 10000\$ pour une personne morale lors d'une première infraction. Il est donc difficile de savoir à quel point ce règlement a un impact. Cependant, il est important de se prévaloir du règlement lorsque l'on a un problème de salubrité dans notre logement, que ce soit de la moisissure, des champignons, des infiltrations d'eau, des installations non conformes ou une infestation de vermine.

Il faut savoir qu'avant d'appeler le 311 pour demander une inspection, mieux vaut envoyer une mise en demeure à votre propriétaire. Cette exigence de la Ville est dénoncée par le BAIL qui y voit une étape inutile pour décourager les locataires. Mieux vaut l'envoyer par courrier recommandé et garder des traces de toutes vos communications avec votre propriétaire si vous avez à vous rendre devant le Tribunal administratif du logement. Sachez que les organismes de défense collective des droits des locataires peuvent vous donner des informations pour vous aider dans vos démarches.

Toutes ces informations ont été partagées par le biais d'un quiz lors du rassemblement. Les militant-e-s du BAIL ont aussi présenté des photos de problèmes d'insalubrité dans la région de Québec.

Ces deux actions des groupes logement ont bien montré la nécessité de continuer le combat pour le droit au logement malgré les règlements mis en place qui sont malheureusement inefficaces.

## ZONE DE RUE ANIMÉE ET TRACTAGE FESTIF D'HALLOWEEN

Par Laurent Lévesque



Une cinquantaine de personnes ont participé à la Zone de rue animée sur la rue Saint-Olivier.

### Tractage festif d'Halloween

Le Compop a organisé deux actions en lien avec la vie associative cet automne. Celle-ci ayant été très affectée par les mesures sanitaires liées à la Covid-19, ces activités étaient les bienvenues. Un premier événement s'est déroulé le 29 octobre au matin. Des membres du Compop ont distribué des tracts et des bonbons sur le parvis de l'église à la rentrée des classes de l'école Saint-Jean-Baptiste. Les membres étaient déguisé-e-s et équipé-e-s de tracts ludiques exposant des problèmes vécus par les résident-e-s du quartier. Les sujets traités concernaient la cherté du logement, les îlots de chaleur et la circulation de transit, le tout accompagné de monstres en tous genres: fantômes, loups-garous et vampires. L'action s'est déroulée dans le plaisir et les rires des jeunes, des membres et des parents.

### Zone de rue animée

La deuxième activité consistait en la deuxième édition de la zone de rue animée du Compop. La première édition avait eu lieu en février 2020, peu avant le début de la pandémie. Plusieurs dizaines de personnes se sont réunies sur la rue Saint-Olivier au coin de la rue Deligny. Plusieurs activités familiales étaient proposées, comme du hockey bottine. Le Centre famille Haute-Ville proposait des activités pour les plus petit-e-s. De la soupe, des boissons chaudes et des sucreries étaient servies sur place. Plusieurs membres du Compop ont participé, assurant le succès de l'événement. Les organismes L'entraide du Faubourg, le Centre Famille Haute-Ville et Rose du Nord étaient présents à l'événement afin de tenir des kiosques d'information pour leur projet. Le Compop continuera d'assurer une présence dans le quartier en assurant des événements festifs, sportifs et sociaux afin de répondre à son mandat de développer une meilleure vie sociale dans le quartier et de briser l'isolement des personnes vulnérables.

## C'EST ÇA, SALUT, GADOU !

Par Hélène Matte



Photo : Bruno Laroche

Sur cette photo : Jeanne Bourassa, Maya Fiset et Tyffanie Lè-Brassard.

Des ados du quartier et des citoyen-ne-s ont eu l'occasion de rendre hommage à l'historique engagé du Faubourg et d'en faire un terrain de jeu, d'apprentissage de la société civile et du cinéma. Ils et elles ont participé au projet de médiation culturelle *Salut, Gadou!*, initié par l'auteur de ces lignes et réalisé grâce à la collaboration du Comité Populaire, de la Maison des jeunes Saint-Jean-Baptiste et de la Bande Vidéo. Tout cela a débuté en juin 2021, avec la lecture du roman éponyme signé par Malcom Reid, un des doyens de Saint-Jean-Baptiste.

Plusieurs d'entre vous se demandent ce qui advient du projet. Et pour cause : c'est plus de dix jeunes qui ont contribué au script, vingt qui ont obtenu des rôles parlants, dix-sept autres qui y sont figurant-e-s. Il y a aussi, parmi vous, quatorze figurant-e-s adultes, douze autres qui participent aux dialogues, dont trois comédien-ne-s professionnel-le-s. Par ailleurs, c'est près de vingt entreprises du quartier qui y ont contribué, notamment en permettant à tout ce beau monde de se sustenter lors des tournages.

Eh bien, soyez patient-e-s, lentement mais sûrement comme on dit, nous y arriverons. En ce moment, le *band* musical pioche sur la trame sonore et la chanson du générique sera enregistrée sous peu. Au stade de la post-production, le jeune cinéaste Marco Chantal fait

preuve d'une dextérité audiovisuelle sans équivoque. Aussi, la perspective se transforme concernant le court-métrage escompté. L'équipe a été productive et efficace, les jeunes participant-e-s créatif-ve-s et enthousiastes : nous avons de quoi faire une mini-série web. Comprenez qu'il ne s'agit pas d'une production majeure et que notre budget modeste ne nous permettra pas de se tailler une place au Festival de Cannes. Néanmoins, nul doute que le projet saura démontrer qu'avec une mobilisation volontaire et enthousiaste, en solidarité et en collaboration, il est possible de faire beaucoup avec peu. Nous prévoyons une grande première pour rassembler tou-te-s les participant-e-s et leurs proches au printemps 2022. *L'Infobourg* ne manquera pas de vous en informer!

Un grand merci aux boulangeries Chez Simon, Épi'Fanny, Paingruël et La Molette. Merci aux boutiques Séraphin et Alpaqua; à l'Épicerie Européenne, l'épicerie Scott et au CRAC; aux restaurants Le Projet, Bonnet d'Âne, Sushi To Go et Attaboy; au café CANTOOK et à la chocolaterie Chez Érico; à CD Mélomane, à l'ILO, à la Caisse Desjardins et au Service de la Culture de la Ville de Québec.



Photo : Hélène Matte

Sur cette photo : Jérémie Thibault et Marco Chantal avec les jeunes acteurs Antonin Girard et Ryan Sioui.

**COMMANDEZ,  
SAVOUREZ,  
SOURIEZ.**

REPAS MAISON  
CONGELÉS & TRAITEUR



À partir  
de **4,75\$**

LIVRAISON  
GRATUITE



CHEZ VOUS  
\*certaines conditions s'appliquent

ACHAT  
LOCAL



COMMANDER CHEZ NOUS,  
c'est soutenir notre mission

**418 527-1173 • labaratte.ca**

## POÉSIE DU FAUBOURG

Par Yvon Boisclair

### Fou Bar

Lieu de sons  
De couleurs  
De paroles  
Qui étanche ma soif

### Musique

Dans mes oreilles  
Elle brasse mon cœur  
Harmonise mes espaces récalcitrants

### Plume

Il pince mon âme  
Sa voix irrigue mon bonheur  
Ma maison en est pleine

## LA PSYCHIATRIE AU FIL DES JOURS

### UN CHANGEMENT DE MÉDICATION

Par Yvon Boisclair

Nous sommes le 26 décembre 2020. Je suis hospitalisé parce que mes jambes ne répondent plus aux commandements de mon cerveau. Ce problème dure depuis une dizaine d'années. Sporadiquement, je m'affaïsse sur le sol sans pouvoir me relever.

À l'hôpital, un médecin me pose la question :

– Qu'attendez-vous de nous ?

– Je veux savoir pourquoi mes jambes me lâchent.

Pour comprendre la suite, il faut savoir que je suis suivi en psychiatrie depuis plus de quarante ans. J'ai un trouble de l'humeur (je suis bipolaire), donc, des périodes dépressives intenses suivies de hausses d'humeur tout aussi intenses.

Mon médecin de famille avait commencé à modifier ma médication en baissant le dosage du Séroquel (antipsychotique). À l'hôpital, une neurologue me dit qu'il faut aussi toucher à l'autre médicament, l'Épival (régulateur d'humeur). Mon médecin contacte alors ma psychiatre qui propose de réduire de beaucoup l'Épival et d'augmenter le Séroquel. On applique ce changement aussitôt. L'Épival agit dans les hauts et les bas comme le Séroquel; cependant, c'est lui qui s'attaque à mes jambes.

Je vis dans un petit studio. Avant mon hospitalisation, j'étais obligé de m'y déplacer avec une marchette. À mon retour, fini la marchette! Bientôt, je constate, ravi, que je peux marcher dehors. Au début, j'utilisais une canne pour mes déplacements à l'extérieur; je l'ai abandonnée rapidement. De même, avant l'hôpital, j'étais tellement faible que je pensais laisser mon bien-aimé appartement, avec tous mes amis de la coop, pour déménager, solitaire, dans une résidence pour personnes âgées. Sans compter que je perdrais mon chat! Il n'en est rien. Je cuisine maintenant tous mes repas, je fais vaillamment mon ménage, je reçois de l'aide pour mes commissions et prends de belles marches dans mon quartier.

Les médicaments ont toujours des effets secondaires. C'est pourquoi, quand on a un problème de santé, il faut insister pour avoir des explications. Sans mon entêtement à comprendre ce qui se passait dans mon corps, j'aurais abandonné mon bienheureux milieu de vie.

Par contre, mes jambes me causaient encore des problèmes. En février, j'ai subi des examens en neurologie. On m'a diagnostiqué un trouble neurologique : l'hydrocéphalie à pression normale. Cela implique des problèmes d'équilibre et de la faiblesse dans les jambes. Solutions : exercice ou opération chirurgicale. Comme celle-ci n'est pas nécessaire pour l'instant, donc, je m'adonne à la marche et au yoga. De plus, je travaille avec un chiropraticien.

L'hiver cède sa place au printemps. L'été arrive avec une surprise: un haut carabiné. Dans cet état, je parle beaucoup, la créativité littéraire explose et je dépense sans compter. Tout le mois de juillet se déroule ainsi. Finalement, comme une vague, ce haut passe.

Pour protéger mes jambes, nous avons baissé l'Épival, ce qui a causé ce haut intense. Je contacte donc ma psychiatre et nous avons augmenté le Séroquel pour que mon humeur se stabilise. Pour l'instant ce cocktail fonctionne. Mais pour combien de temps?

Je ne le sais pas...

En santé physique comme en santé mentale, l'utilisation des médicaments obéit à la loi de l'essai-erreur.

## Mots croisés

Par Agathe Légaré

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

### Horizontalement

- 1- Long boulevard qui traverse le faubourg Saint-Jean-Baptiste d'ouest en est, et qui est l'axe principal du transport en commun - et , un jour, du tramway - en haute-ville (deux mots accolés, prénom et nom d'un ancien premier ministre du Québec).
- 2- Inscrite au Barreau du Québec, elle défend des causes en justice. - Trompés, abusés.
- 3- Il protège le doigt quand on coud - Courant de la musique punk (les deux voyelles de foi) - Connais-sait.
- 4- Influençât - Réduction du temps de travail en France ( abréviation).
- 5- Enlevais - Espagnols et Portugais d'Europe.
- 6- Femelle du canard - Petit singe.
- 7- Réduction progressive de l'effectif d'une entreprise en raison des départs volontaires des employés - Laize, bande d'étoffe ou article défini.
- 8- Plante qui a des fleurs en forme d'étoile - Dans la Bible, première victime d'un meurtre fratricide.
- 9- Champion américain de boxe, aujourd'hui décédé - Assemblée de sages, de savants, de personnes compétentes (mot employé de façon sérieuse ou moqueuse).
- 10- Contrarié, navré - Espionner, guetter, observer en secret.
- 11- Causiez une vive émotion - Ventila, donna de l'air frais.
- 12- Met en terre - Venus au monde - Conjonction.

### Verticalement

- 1- Cette société d'État fédérale, qui , à Québec, loge au 888, rue Saint- Jean, s'est signalée par un gros cafouillage le soir des élections municipales ( deux mots accolés).
- 2- Rendit public, dévoilât - Don fait par testament.
- 3- Drame japonais - Créativité libre et imprévisible.
- 4- Ces enfants ont maintenant leurs corridors scolaires dans notre quartier et ailleurs, à Québec - Les lettres de Tom ou de mot mélangées.
- 5- Discours - Pays d'Europe.
- 6- L'extra-terrestre de Steven Spielberg - Se dit d'une pile de bois de chauffage disposée en stère.
- 7- Comité du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste qui collecte et vend à bas prix des vêtements de bonne qualité mais de seconde main. - Symbole chimique du zinc.
- 8- Cultivé sans engrais ni pesticides chimiques - Les voyelles de Noël.
- 9- Désaccoutumé, désintoxiqué - Recouvris un mets d'une sauce ou d'une crème.
- 10- Trois plus un - ... Comeau, ou...Saint-Paul, ou... James.
- 11- Se dit d'un mot usuel, employé couramment - Imprévoyante, comme la cigale de la fable.
- 12- Bandit, criminel.

## IL EST TEMPS DE RÉPARER LES ERREURS DE L'ADMINISTRATION LABEAUME

Par **Vania Wright-Larin**, Coordonnateur au Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches

La Politique de reconnaissance des organismes communautaires, adoptée sous l'ère Labeaume, fait partie de ces dérives qui doivent être redressées par la nouvelle administration.

Le nœud du problème c'est que, depuis quelques années, la Ville de Québec ne base pas la reconnaissance sur les besoins de la communauté, mais sur ses propres priorités. Elle utilise ensuite ces priorités comme critères pour priver des organismes d'action communautaire autonome, reconnus par le gouvernement du Québec, du soutien de la municipalité. Pire, une fois exclus, les organismes doivent attendre cinq ans avant de refaire une demande à la Ville.

Le soutien de la Ville aux organismes, c'est l'accès à des salles à prix réduit pour tenir des activités, des formations ou des assemblées de membres. C'est aussi avoir accès à du matériel de sonorisation, des tables, des chaises, des marquises pour la tenue d'événements publics et citoyens. C'est également pouvoir avoir accès aux régimes d'assurance-responsabilité de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) permettant aux groupes d'économiser des sommes importantes. Nul besoin de revenir sur les problèmes récurrents de financement des organismes pour démontrer combien les quelques milliers de dollars que cette aide représente font une différence pour eux.



La politique de reconnaissance, un enjeu dont on parle depuis longtemps. Ici, une manifestation sur cet enjeu le 17 décembre 2012.

Cette stratégie a également pour effet de dédouaner la Ville de sa responsabilité de soutenir les organismes d'action communautaire autonome qui œuvrent sur son territoire. La question qui tue, c'est : pourquoi ? Pourquoi trier sur le volet quelques organismes afin de les exclure de la reconnaissance municipale ? Pour faire des économies ? Ce serait surprenant, car l'aide est d'abord fournie en nature et ne représente que des sommes dérisoires à l'échelle de la Ville de Québec. Alors pourquoi ? Pour répondre à cette question, il faudrait sans aucun doute s'attarder à la liste des organismes qui ont été exclus depuis quelques années. Et y ajouter les organismes qui ont choisi, par dépit, de ne pas présenter de demande à la Ville, probablement parce que la démarche est longue et particulièrement énergivore alors que le résultat est connu d'avance : l'organisme ne cadre pas dans les priorités politiques de l'administration municipale.

Or, bon nombre de ces organismes sont, comme par hasard, des organismes de défense de droits dont la mission même les amène à critiquer les politiques municipales en matière de logement, de pauvreté ou de droits de la personne. Ménage politique ? Difficile de ne pas voir la pente glissante empruntée par l'administration sortante dans la dernière décennie.

Les organismes appartiennent à leur communauté, ils sont et doivent rester entièrement autonomes. Ce n'est pas à la municipalité de choisir lesquels méritent son soutien et lesquels dérangent trop pour être soutenus.

## UN GRAND FORUM EXPOSE LES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES DE LA CRISE DU LOGEMENT

Par la rédaction

Le 10 novembre dernier, un grand Forum virtuel sur les crises du logement a été organisé par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). L'activité a réuni 150 personnes provenant de différentes régions du Québec et même d'autres provinces canadiennes, pour entendre une trentaine de témoignages révélateurs des conséquences désastreuses des crises du logement.

Les locataires, et dans certains cas, des intervenantes, ont raconté les difficultés vécues lors de la recherche d'un logement adéquat pour les femmes victimes de violence conjugale, les grandes familles, les Autochtones, les personnes racisées, surtout celles qui ont immigré récemment, les personnes en situation de handicap et toutes les personnes dont le revenu ne permet plus de payer le loyer sans couper dans d'autres besoins essentiels. Plusieurs ont également témoigné des conséquences des tentatives d'éviction sur leur vie et celle de leur voisinage : insécurité, stress, dépression, perte des réseaux d'appartenance. Des locataires ayant obtenu gain de cause ont insisté sur l'importance de défendre leurs droits, mais également d'obtenir de meilleures protections juridiques.

« Il y a quelque chose dans le système qui ne fonctionne pas », « c'est la galère pour trouver un logement; on est stressé », « j'ai appelé partout et il n'y a rien au prix que je peux payer », « on n'arrive pas à trouver une solution », « ça ne débouche pas, c'est très difficile parce que je ne sais pas où je vais finir », « il faut que le gouvernement fasse quelque chose », a-t-on pu entendre. Tous ces témoignages ont fait ressortir le manque de logements sociaux sous différentes formes, sans but lucratif, coopératifs et publics, les seuls échappant à la logique du profit, ainsi que l'insuffisance des protections contre les évictions et la faiblesse des recours à la disposition des locataires confronté-e-s à des abus.

En donnant la parole aux personnes concernées, le FRAPRU a voulu démontrer au gouvernement Legault comment leurs problèmes représentent de multiples violations du droit au logement et rappeler l'urgence que des mesures structurantes, jusqu'ici ignorées par le gouvernement du Québec, soient adoptées.



Visuel: FRAPRU

## la vengeance des DUCHESSES prescriptions littéraires

### BEAUDET SORT LES VIDANGES

Hélène Matt, duchesse de Saint-Jambe

Novembre se termine et on avait l'impression de sombrer dans la dépression saisonnière au fur et à mesure que le jour déclinait... jusqu'à ce qu'arrivent en librairie les écrits de circonstance de Simon-Pierre Beaudet. Lumineuses comme les phares de 50 000 voitures de plus sur l'autoroute Laurentienne, les «chroniques du troisième lien et de la fin du monde» parues sous le titre de *Ils mangent dans leurs chars*, éclairent de plein fouet et font l'effet de serre d'un cadeau de Noël avant l'heure.

Le «Troisième lien» y est décrit comme un projet mythique, un syntagme, un objet discursif à la fonction phatique, une incantation, une marque de déni des plus spectaculaires de la situation écologique mondiale, une arme dans une guerre culturelle, une fuite en avant. Pourtant le sujet du livre n'est vraisemblablement pas le troisième lien. C'est surtout la boursoufflure et la mièvrerie médiatique qui y est dépeinte, et à travers elles, certaines manipulations de l'opinion populaire par des stratégies politiques mesquins et revanchards.



photo: Marie-Josée Marcotte

Simon-Pierre Beaudet lors du lancement de son livre à Québec, le 17 novembre dernier.



Photo: Aïx Paré Vallerand

Gens du faubourg, chaque quartier est une petite société distincte et Saint-Jean-Baptiste ne fait pas exception.

Située entre le siège social du Bureau des affaires poétiques et le seuil de la Maison de la littérature, il n'est pas étonnant que votre duchesse soit femme de lettres. Suivez la brève littéraire nouvellement insérée dans *L'infobourg*.

Beaudet fait le tableau des paysages médiatiques de Québec et s'attarde particulièrement au rôle qu'y jouent les radios-poubelles. Le mystère de Québec n'est ainsi plus un secret et les opinions vomies sur les ondes se syntonisent sur la corde conservatrice. La violence des propos radiophoniques entre en diapason avec l'actualité et ses drames.

Le livre de Beaudet est comme un abcès crevé qui nous pète dans la face, dans tout ce que ça a de dégueulasse, de vif et de trivial. Toujours intelligent, tantôt en poète, tantôt en fin analyste, tantôt didacticien, tantôt humble ronchon: celui que Dominique Tardif (journal *Le Devoir*, 15 novembre 2021) décrit comme « l'essayiste le plus comique depuis Pierre Falardeau », a le pouvoir de nous faire réfléchir, rire et pleurer à quelques pages d'intervalle... et d'enrager, à n'en point douter, ceux qu'il n'hésite pas à nommer et citer afin de les pourfendre.

Si, en bon professeur, dans son « bulletin des chroniqueurs » (page 67), l'auteur accorde des notes sévères, on ne peut pour notre part que lui donner un A. Ironiquement, sa publication a les mêmes conséquences que le trafic induit qu'elle dénonce : « l'augmentation de l'offre de transport entraîne une augmentation de la demande » (page 90). Maintenant qu'on a cet essai entre les mains, on veut encore plus lire Simon-Pierre Beaudet. Disponible dans toutes les bonnes librairies, c'est-à-dire les indépendantes.

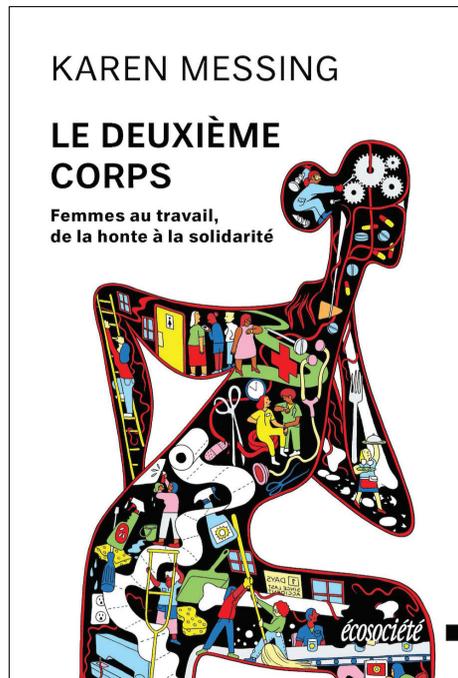
## LECTURE

## FEMMES ET TRAVAIL : CHOISIR ENTRE L'ÉGALITÉ ET LA SANTÉ

Par Andrée O'Neill

Les choses n'ont peut-être pas évolué tant que ça depuis la parution de l'ouvrage phare de Simone de Beauvoir. Le travail est sans doute un gage d'émancipation économique pour les femmes, comme l'affirmait la célèbre écrivaine dans *Le deuxième sexe* en 1949. Mais plus de 70 ans plus tard, les emplois qu'elles occupent compromettent encore très souvent leur santé physique et leur équilibre mental. Car dans leurs milieux de travail, elles sont encore vues comme le deuxième sexe. Elles endurent une organisation du travail difficilement compatible avec leurs besoins; elles subissent du harcèlement et de l'intimidation; elles mettent en péril leur intégrité physique et mentale à cause d'une charge de travail excessive. Les conditions d'emploi des femmes sont loin d'être optimales en 2021, non seulement en matière de rémunération (malgré l'adoption, il y a 25 ans, de la *Loi sur l'équité salariale*) mais de santé, de sécurité et de conciliation travail-vie personnelle.

Karen Messing est spécialiste de la génétique et de l'ergonomie. Professeure émérite à l'UQAM, elle a consacré sa carrière à scruter les vies des travailleuses et des travailleurs. Elle a contribué à faire reconnaître les questions de genre par les syndicalistes et les scientifiques. Dans *Le deuxième corps : Femmes au travail, de la honte à la solidarité*, elle se penche sur la façon dont les employeurs considèrent les différences biologiques entre les hommes et les femmes, mais aussi sur la façon dont les femmes elles-mêmes se perçoivent et ont appris à se percevoir. Cette perception négative, le fait que les femmes peinent à nommer et reconnaître leurs mauvaises conditions d'emploi, la difficulté de sortir de l'isolement et de libérer leur parole à ce sujet, voilà peut-être quelques pistes d'explications du conflit entre le combat pour l'égalité des femmes et la préservation de leur santé.



Et si le marché du travail compte encore tant de femmes pour qui l'égalité est inversement proportionnelle à la santé, c'est aussi, selon Karen Messing, parce que « les espaces, les outils, les horaires et les équipes de travail ont été conçus dans un monde binaire dominé par des hommes cisgenres d'origine européenne et de classe supérieure ».

La pénurie de main-d'œuvre est un thème récurrent de l'actualité depuis un certain temps. Les centres d'hébergement et les agences de services à domicile peinent à recruter du personnel. Pas une vitrine de commerce —épicerie, restaurant, pharmacie, etc.— qui n'affiche au moins une offre d'emploi. Les associations d'employeurs (le Conseil du patronat, les chambres de commerce) ainsi que certains partis politiques et certains ordres de gouvernement ont une forte tendance à attribuer cette pénurie d'employé-e-s aux mesures de soutien financier adoptées par le gouvernement fédéral au plus fort de la pandémie de COVID-19. Mais ô surprise, ces postes aujourd'hui vacants sont d'ordinaire majoritairement occupés par des femmes : préposé-e-s aux bénéficiaires, aides-ménagères, caissières de supermarché, serveuses de restaurant... Ces emplois, entre autres inconvénients, sont mal payés (surtout dans le secteur privé), entraînent de nombreuses blessures musculo-squelettiques et n'offrent souvent que des horaires brisés.

Est-ce le signe d'un réveil ou d'une remise en question si moins de candidat-e-s que jamais postulent à ce type d'emplois? Est-ce que la pandémie de COVID-19 commence à transformer notre échelle des priorités? « J'aime ça, la pénurie de main-d'œuvre, disait l'auteure en entrevue à CKIA le 13 octobre, ça force les employeurs à améliorer les conditions de travail. »

Il faut souligner que Karen Messing reconnaît ne pas beaucoup aborder dans *Le deuxième corps* la réalité de certains hommes et des personnes LGBTQ2S+. Elle explique cette lacune par le peu de visibilité ou de présence de ces personnes dans les instances syndicales et les milieux de travail syndiqués sur lesquels a porté une grande partie de son enquête. C'est une affirmation étonnante qui mériterait un livre entier, mais on peut quand même partir du principe que l'oppression qu'elle y décrit recouvre la réalité de beaucoup d'hommes et de personnes LGBTQ2S+. On peut également souhaiter que son ouvrage nous aide malgré tout à faire quelques pas vers un monde où aucun-e d'entre nous, femme ou homme, LGBTQ2S+ ou cisgenre, n'aura à choisir entre la santé et l'égalité.

Karen Messing, *Le deuxième corps : Femmes au travail, de la honte à la solidarité*, Écosociété.

## PORTRAIT

## MÉLISSA COULOMBE-LEDUC, NOUVELLE ÉLUE DU DISTRICT

Par Fabien Abitbol

Au soir des municipales de novembre 2021, Mélissa Coulombe-Leduc, quarante ans, a été élue confortablement dans le District n°1 de Québec, Cap-aux-Diamants. Depuis le redécoupage et la nouvelle dénomination, la candidate de Québec forte et fière (QFF) devient la troisième élue, après Anne Guérette puis Jean Rousseau.

Originaire de l'Outaouais, Mélissa Coulombe-Leduc est arrivée à Québec avec son conjoint à l'automne 2012, pour son emploi dans ce qui était à l'époque une toute jeune société, l'agence TACT Conseil. Depuis son arrivée, elle a toujours vécu dans le district, dans un premier temps à Montcalm puis peu de temps après à Saint-Jean-Baptiste. Ça a permis tant à elle qu'à son conjoint d'être à deux pas de leurs emplois respectifs. La famille (car depuis sont nés une fille puis des jumeaux) vit sans voiture, d'autant que le Service Comunauto dispose de véhicules familiaux en cas de besoin.

En dehors de son travail, la nouvelle conseillère municipale s'est investie dans divers organismes. Sur le plan local, à part le CPE où sont allés ses enfants, elle s'est investie en 2019 au CA du conseil de quartier (dont elle est devenue présidente à l'automne 2020) et au conseil d'établissement de l'école Saint-Jean-Baptiste comme vice-présidente.

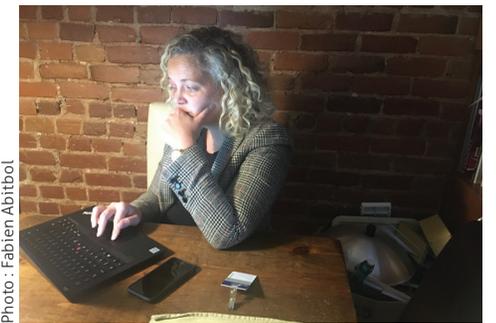


Photo : Fabien Abitbol

C'est à compter de ce moment que, après s'être intéressée à la politique fédérale, à la politique provinciale, et aussi à l'étranger (elle a fait un stage à Paris à l'Assemblée nationale), Mélissa Coulombe-Leduc s'est intéressée aux enjeux locaux. Elle s'est «sentie outillée» grâce notamment au conseil de quartier. Elle n'est d'ailleurs pas la seule à avoir fait le saut d'un conseil de quartier au conseil municipal : dans l'actuelle équipe, il y a au moins un élu indépendant. De même, de 2013 à 2017, dans l'arrondissement La Cité-Limoilou, une élue de la majorité et une de l'opposition avaient été administratrices de conseil de quartier.

Les dossiers ne manquent pas pour notre nouvelle élue.

Les priorités de Mélissa Coulombe-Leduc? D'emblée, elle a répondu qu'elle voulait lire le rapport de l'Institut Canadien de Québec (ICQ) au sujet de l'église Saint-Jean-Baptiste. Ça tombe bien puisque parmi les attributions qu'elle obtenait trois jours plus tard, on trouvait le patrimoine!

Puis elle a ajouté comme priorités :

- les courses de voitures (un phénomène qui concerne surtout le Vieux-Québec mais aussi un peu Montcalm et Saint-Jean-Baptiste);
- la préparation du printemps et de l'été (en visant notamment les pistes cyclables et les rues partagées);
- la circulation de transit (phénomène dont est victime du matin au soir le quartier Saint-Jean-Baptiste)
- l'installation d'un marché trois saisons (pour répondre à un besoin notamment dans le Vieux Québec).

Mélissa Coulombe-Leduc a gagné avec une confortable avance sur Alexia Oman (candidate de Transition Québec) et le tandem Jean Rousseau/David Johnson (Démocratie Québec). Mais elle précise qu'elle avait senti le vent tourner en sa faveur « deux à trois semaines » avant le 7 novembre. Et lorsqu'elle a subi (notamment sur Facebook) des attaques personnelles en lien avec son ancien emploi, elle a préféré ne pas répondre : « le fait qu'il y ait des attaques m'a confortée dans l'idée que j'étais l'ennemie à abattre ».

Le jeudi 18 novembre, un communiqué de la Ville attribuait à la nouvelle élue de notre district les dossiers suivants : patrimoine, urbanisme, tourisme, parcs et espaces verts. Le même jour elle devenait présidente de la commission d'Expo Cité et présidente de la commission d'urbanisme et de conservation de Québec (CUCQ).

Le lundi 22 novembre avait lieu le premier conseil municipal et le mardi 23, le premier conseil d'arrondissement. Le conseil d'arrondissement compte cinq membres : trois élu.e.s Québec forte et fière (dont un ancien Équipe Labeaume), un élu du principal groupe d'opposition et l'unique élue de Transition Québec. Trois femmes et deux hommes composent ce conseil d'arrondissement dont quatre membres ont des enfants.

Note: *L'Infobourg* a été reçu par la nouvelle élue le lundi 15 novembre, au lendemain de son assermentation, alors que le comité exécutif n'était pas encore composé et les attributions des élu.e-s pas encore clairement définies.

